Crise burundaise : Plus de questions que de réponses

@rib News, 25/04/2016 Une annÃ©e dÃ©jÃ que la crise au Burundi perdure. Plus de problÃ¨mes que de solutions, plus de questions que de rÃ©ponses, plus de tractations diplomatiques sans rÃ©sultats, plus de sanctions sans effet immÃ©diat, plus de paroles et moins dâ€™actions. Mais au contraire, plus de morts, de tortures, des disparitions, des milliers de centaines de rÃ©fugiÃ©s et une Ã©conomie en rouge. ARIB.INFO revient sur cette crise qui laisse perplexe mÃªme les plus avisÃ©s, avec notre invitÃ© Gervais Marcel Cishahayo, expert international en relations internationales. INTERVIEW
Depuis une annÃ©e, le Burundi est plongÃ© dans une crise politique liÃ©e au 3Ã¨ mandat illÃ©gal de Pierre Nkurunziza. Une crise que Nkurunziza tente toujours de transformer en crise ethnique. Selon vous, peut-on dire quâ€™il a rÃ©ussi Ã le faire?Â
Depuis une annÃ©e le Burundi est effectivement plongÃ© dans une crise dont la gravitÃ© semble Ã©chapper aussi bien Ã s acteurs directs et indirects quâ€™aux observateurs, y compris les plus intÃ©ressÃ©s. Tout dâ€™abord, vue de prÃ¨s, la crise pas commencÃ© il yâ€™a une annÃ©e. Loin dâ€™Ãªtre accidentelle, elle est plutÃ´t une suite logique dâ€™une gestion catast dâ€™un contentieux politique Ã connotation ethnique dont les racines vont, beaucoup plus loin que lâ€™indÃ©pendance, dans lâ€™histoire prÃ©coloniale du pays. Dans une grande mesure, on peut affirmer que sous rÃ©serve dâ€™honneurs dus Ã un de hÃ©ros et de nombreuses victimes, le leadership burundais dans son ensemble, toutes formations politiques confondues nâ€™a pas Ã©tÃ© Ã la hauteur de la mission de gÃ©rer et liquider ce contentieux de maniÃ¨re durable. Ce contentieux a Ã©tÃ© rÃ©solu, partiellement avec lâ€™Accord dâ€™Arusha de paix et de rÃ©conciliation et dâ€™autres accord complÃ©mentaires dans la mesure oÃ¹ ceux-ci ont permis le retour Ã la paix et la mise sur pied dâ€™institutions au sein desquelles toutes les composantes sociales devaient se retrouver et se sentir rassurÃ©s, protÃ©gÃ©s. A leur accession au pouvoir suite aux premiÃ¨res Ã©lections post-conflit en 2005, Nkurunziza et son parti CNDD-FDD avaient la responsabilitÃ© de gÃ©rer le pays y compris ce contentieux comportant une dimension ethnique. AprÃ¨s plus de dix ans de conduite des affaires du pays, les dÃ©marches de transformer la crise politique en une crise ethnique est en mÃªme temps un dÃ©ni de sa dÃ©faillance et de sa responsabilitÃ© personnelle et celles de son parti, une fuite en avant absurde et suicidaire pour se maintenir au pouvoir. Quant Ã Ã©valuer sâ€™il a rÃ©ussi Ã le faire, au-delÃ du bilan humain et Ã©conomique qui frise la catastrophe, il suffit de revisiter lâ€™atmosphÃ¨re qui rÃ¨gne au sein des institutions clÃ©, et en particulier les corps de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ© (la police, lâ€™armÃ©e et les services de renseignement) qui, de par leur composition et leur fonctionnement, ont pour mission de prÃ©venir un retour Ã la confrontation Ã caractÃ¨re ethnique. Lâ€™atmosphÃ¨re est maintenant caractÃ©risÃ©e par la mÃ©fiance qui a progressivement cÃ©dÃ© la place Ã de vives tensions, des dÃ©sertions, d disparitions et des assassinats aux allures de rÃ¨glements de compte politiques et ethniques qui ont dÃ©jÃ fait plusieurs victimes au sein des corps de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ©. Cependant, loin dâ€™Ãªtre une transformation dâ€™une crise poli crise ethnique il sâ€™agit plutÃ´t dâ€™une exploitation machiavÃ©lique de la dimension ethnique dâ€™un contentieux qui nâ€ Ã©tÃ© liquidÃ©. AprÃ¨s avoir dâ€™abord et pendant longtemps frappÃ© avec impunitÃ© les membres du parti FNL majoritaire hutu dâ€™Agathon Rwasa, le pouvoir nâ€™a pas hÃ©sitÃ© de recourir Ã la rhÃ©torique ethnique dâ€™un complot tutsi pour justifier une crise dont lui en tant que chef de lâ€™Etat et son parti au pouvoir avaient la responsabilitÃ©, de prÃ©venir au mieux et, au pire, de gÃ©rer pro-activement. Au demeurant, si sa rÃ©ussite rÃ©side dans le fait quâ€™il est parvenu Ã confin communautÃ© internationale dans un mutisme et un immobilisme diplomatique complice des atrocitÃ©s qui sont commises tous les jours jusquâ€™ici en toute impunitÃ©, ce qui profite au rÃ©gime et Ã ses opportunistes alliÃ©s, elle est compromise e soumise Ã lâ€™Ã©preuve du temps. MalgrÃ© les pressions internationales, Bujumbura nâ€™a pas manifestÃ© aucun signe compromis quelconque visant Ã ramener la paix. Un petit pays dâ€™Afrique et le plus pauvre du monde ne tremble pas devant mÃªme ceux qui le nourrissent Ã plus de 51%. Sâ€™agit-il lÃ dâ€™une force, dâ€™une folie ou dâ€™un suicide tout En effet, Bujumbura nâ€™a jamais Ã©tÃ© inquiÃ©tÃ© par les dÃ©clarations et les pressions Ã©ventuelles de certains partena le pouvoir est restÃ© impermÃ©able aux appels mÃªme parmi ceux qui le nourrissent Ã nÃ©gocier une voix de sortie Ã la cris câ€™est quâ€™il est confiant de ses soutiens diplomatiques et financiers sans lesquels il serait dÃ©jÃ tombÃ© Ã la lumiÃ¨re d pertes en vies humaines et Ã©conomiques. A dÃ©faut dâ€™autres stratÃ©gies Ã court et Ã long terme autre que la violence, pouvoir est acculÃ© le dos contre le mur. Il est devenu paranoÃ¯aque et effectivement retranchÃ© dans une logique de la force et de la violence. Tant au sens propre quâ€™au figurÃ©, il tire sur tout ce qui bouge, ou lui conseille de faire les choses autrement. Le fait de refuser tout compromis et de narguer et diaboliser des principaux partenaires du Burundi tels que les USA, lâ€™UE, la Belgique etc. qui invitent le pouvoir Ã la retenue, Ã la sagesse de la nÃ©gociation ne constitue aucunement une force. Loin dâ€™Ãªtre une folie qui pourrait Ãªtre une circonstance attÃ©nuante de la responsabilitÃ© crimine cette dÃ©marche est plutÃ´t suicidaire. Elle ne manquera pas, en temps utile, dâ€™embarrasser mÃªme ses plus proches alliÃ opportunistes auxquels il transfert inÃ©vitablement la responsabilitÃ© morale des crimes et des atrocitÃ©s commis avec leur support implicite et/ou explicite. Il faut souligner que le pays saigne et brule dans un conflit interne que le pouvoir nâ€™a pas encore rÃ©ussi Ã exporter au-delÃ des frontiÃ¨res malgrÃ© les centaines de rÃ©fugiÃ©s Ã©parpillÃ©s dans les pays limi et les provocations ouvertes contre le Rwanda voisin dans le but Ã©vident dâ€™entrainer ce pays dans un conflit ethnique gÃ©nÃ©ralisÃ© qui risque, une fois encore dâ€™embraser toute la rÃ©gion des Grands Lacs. Beaucoup de Burundais atten leur secours de la communautÃ© internationale. C'est qui en rÃ©alitÃ© quand on parle de la communautÃ© internationaleÂ ? S par exemple les familles des victimes sâ€™en prennent Ã cette communautÃ©,Â pour complicitÃ© de crime ou de non-assistance Ã personne en danger, qui peut-Ãªtre visÃ© en rÃ©alitÃ© ? Malheureusement, des peuples et des pays entiers on appris Ã leurs dÃ©pens que la communautÃ© internationale est une nÃ©buleuse insaisissable, un fantÃ´me anonyme qui le plus souvent nâ€™assiste que le plus fort. Aujourdâ€™hui les Burundais sont en train de lâ€™apprendre Ã leurs dÃ©pens. J en plus des appels dâ€™illustres personnalitÃ©s Ã travers le monde, le Conseil de SÃ©curitÃ© des Nations Unies, lâ€™Union Africaine, la CommunautÃ© Est Africaine, lâ€™Union EuropÃ©enne, lâ€™Organisation Internationale de la Francophonie, et b dâ€™autres organisations internationales nâ€™ont pris aucune mesure susceptible de convaincre et de dissuader le pouvoir de Bujumbura dâ€™entreprendre des nÃ©gociations pour mettre fin Ã une crise qui nâ€™a que trop durÃ©. Sans Ãªtre une exc burundaise, la mentalitÃ© dâ€™assistÃ© caractÃ©risÃ©e par la passivetÃ© et lâ€™attentisme de solutions conÃ§ues ailleurs

supervisÃ©es par de bienfaiteurs donateurs a Ã©tÃ© sciemment cultivÃ©e dans lâ€™esprit de bon nombre de Burundais. En
beaucoup de Burundais qui ignorent les mÃ©andres de la diplomatie internationale croient encore et attendent toujours un
secours de la communautÃ© internationale pour mettre fin Ã leur calvaire. Si des familles de victimes sâ€™en prennent Ã
cette communautÃ©, pour complicitÃ© ou non-assistance Ã personne en danger, en rÃ©alitÃ© ce serait comme viser tout le
monde et personne Ã la fois. Ce serait se tromper dâ€™ennemis. En effet, certains des pays qui soutiennent le pouvoir de
Bujumbura sont des puissances qui sont intouchables dans la mesure oÃ¹ ils jouissent dâ€™un pouvoir de veto au sein de
lâ€™instance ultime de prise de dÃ©cisions quâ€™est le Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations Unies. Cependant ces pays ne so
invulnÃ©rables en vertu de lâ€™interdÃ©pendance et la complexitÃ© de la nature mÃªme des relations internationales. Lâ€™
nous apprend que le plus grand principe des relations internationales est le principe dâ€™auto-assistance. Dans lâ€™immÃ©di
court et Ã long termes, il revient donc aux familles Ã©prouvÃ©es dâ€™aller au-delÃ de lâ€™Ã©motion et dâ€™adopter des s
tactiques appropriÃ©es pour que leurs dÃ©marches actuelles et futures de recherche de la vÃ©ritÃ© et de la justice
aboutissent. Certaines sources parlent de plus en plus de la France complice avec Bujumbura. Qu'en dites-vousÂ ?
Je ne suis pas compÃ©tent ni en mesure, car je nâ€™ai pas dâ€™Ã©lÃ©ments de preuve, pour Ã©tayer ces allÃ©gations du
France qui sâ€™il ne peut pas Ãªtre justifiÃ© a peut-Ãªtre des explications. Pour des raisons liÃ©es Ã lâ€™histoire et Ã la p
gÃ©ographique et culturelle, la France, comme dâ€™ailleurs dâ€™autres anciennes puissances coloniales, entretient des
relations Ã©troites avec certains pays dâ€™Afrique et dâ€™ailleurs dans le monde. A certaines Ã©poques de lâ€™histoire, si d
certains cas la France a Ã©tÃ© au premier plan de la lutte pour les droits fondamentaux et les libertÃ©s humaines, dans
dâ€™autres elle Ã©tÃ© du mauvais cÃ´tÃ© de lâ€™histoire. Pays francophone, le Burundi est parmi ces pays qui entretienne
relations Ã©troites avec la France. Il convient mÃªme de souligner que la France a toujours entretenu des relations avec
tous les rÃ©gimes en place Ã Bujumbura, y compris ceux qui Ã certains moments pouvaient Ãªtre les plus rÃ©prÃ©hensibles.
La coopÃ©ration du Burundi et de la France dans les domaines de la dÃ©fense et de la sÃ©curitÃ© nâ€™est un secret pour
personne. Or ces forces de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ© sont actuellement accusÃ©es de semer la terreur qui rÃ¨gne au Burund
avec des assassinats, enlÃ¨vements, disparitions, tortures dÃ©noncÃ©es chaque jour. Effectivement, jâ€™ai appris dans les
mÃ©dias que, de mÃªme quâ€™un nombre dâ€™autres pays africains qui sont loin dâ€™Ãªtre un modÃ¨le de bonne gouverna
dÃ©mocratique et de respect des libertÃ©s fondamentales, la France, la Chine et la Russie, sont citÃ©es et dÃ©noncÃ©es pou
Ãªtre complices avec Bujumbura dans la pÃ©rennisation et les dÃ©marches dâ€™ethnisation de la crise actuelle au Burundi po
entraÃ®ner un conflit gÃ©nÃ©ralisÃ© dans la rÃ©gion des Grands Lacs. Si cela est vÃ©rifiÃ©, ce nâ€™est pas la premiÃ¨re
probablement pas la derniÃ¨re fois que la France est citÃ©e, dâ€™Ãªtre de loin ou de prÃ¨s derriÃ¨re certains rÃ©gimes accus
de graves atrocitÃ©s et de crimes contre lâ€™humanitÃ© et de gÃ©nocide. Dans ce cas, la colÃ¨re qui gronde contre la France
dans le camp de ceux et celles qui sont confrontÃ©s Ã la violence et aux atrocitÃ©s commis par le rÃ©gime serait justifiÃ©e.
MÃªme si elle est exprimÃ©e discrÃ¨tement, la frustration est rÃ©pandue chez tous ceux et celles que les Accords dâ€™Arusha
et lâ€™avÃ¨nement au pouvoir du CNDD-FDD et de Nkurunziza avaient suscitÃ© des espoirs qui ont Ã©tÃ© dÃ©Ã§us. Quâ
justifiÃ©e ou pas, la France devrait prendre note de cette perception que le soutien diplomatique (notamment au sein du
Conseil de sÃ©curitÃ© de lâ€™ONU) et financier quâ€™elle accorderait directement ou indirectement au rÃ©gime de Bujumbu
sÃ©rieusement Ã©rodÃ© le capital dâ€™affinitÃ© que les Burundais avaient jusquâ€™ici envers la France. MÃªme si comme
quel autre pays elle a le droit et mÃªme le devoir envers ses propres citoyens de dÃ©fendre et promouvoir ses propres
intÃ©rÃªts Ã travers le monde, le fait que la France fasse cause commune avec la Chine et la Russie pour rÃ©primer les
aspirations des Burundais Ã la dÃ©mocratie et lâ€™Ã©tat de droit, et au passage semer le chaos dans la rÃ©gion des grands
lacsÂ , dÃ©fie toute logique. Mais la gÃ©opolitique a des raisons stratÃ©giques (Ã©conomiques) que la logique ignore et câ€™
aux leaders burundais, au-delÃ de leurs intÃ©rÃªts individuels, dâ€™assumer leurs responsabilitÃ©s devant lâ€™histoire de d
et promouvoir les intÃ©rÃªts du Burundi au lieu de ceux des autres pays. Propos recueillis par JÃ©rÃ´me Bigirimana